

Paris, 25 septembre 2009

Propositions relatives au Conseil National du Numérique

L'économie numérique aujourd'hui :

La numérisation de l'économie recouvre aujourd'hui un spectre beaucoup plus large que celui de l'Internet conçu du point de vue du Web. Identités numériques, dialogues entre machines, dématérialisation des biens, des services, des paiements, nomadisme... transforment profondément l'économie traditionnelle et sont des vecteurs puissants de la "révolution numérique".

Dans ce contexte, la part du numérique devenant de plus en plus importante, les acteurs du Web et des services en ligne (Presse, TV, éditeurs de contenus, éditeurs de services, commerçants, marketing direct, publicité) organisent leurs propres régulations. Par ailleurs, on constate la multiplication d'instances créées par la loi, sans qu'une coordination entre elles n'ait été prévue.

Un espace d'échanges et de dialogue entre l'ensemble des acteurs concernés apparaît nécessaire pour permettre à l'ensemble de la société de bénéficier des avancées permises par l'économie numérique. Des règles du jeu doivent être discutées et acceptées par les professionnels qui servent ou produisent le « numérique » (infrastructure ou usage), comme à ceux qui l'utilisent : les acteurs économiques consommateurs, entreprises, administrations.

Le Plan France Numérique 2012 propose à cet effet, dans son point 145, la création d'un Conseil National du Numérique qui pourrait répondre à cette attente.

Les acteurs représentés par les associations signataires appellent de leurs vœux à une plus grande concertation et proposent les principes fondateurs suivants :

➤ Une Instance ayant pour missions :

- de déterminer une ligne directrice et une politique générale,
- de définir des axes stratégiques,
- de garantir la cohérence des règles et des choix éthiques tout en respectant le travail d'autorégulation déjà largement entamé par les professionnels du secteur,
- de fédérer et mutualiser les méthodes, les réflexions, les innovations,
- d'instaurer des solutions dans l'intérêt du citoyen et du consommateur en concertation avec les acteurs
- d'établir les liens au niveau européen et international.

Le travail de cette instance sera extrêmement structurant pour le modèle de société que notre pays souhaite construire, grâce aux apports des technologies numériques.

➤ **Une Instance paritaire, démocratique reposant sur les compétences de ses membres**

Représentativité et parité sont des principes fondamentaux.

Professionnels, consommateurs, acteurs du corps social, pouvoirs publics doivent tous y participer.

C'est par l'échange, le dialogue qu'une pédagogie réciproque s'instaure et permet d'aboutir à des décisions partagées par tous.

➤ **La nature de l'instance doit garantir un véritable fonctionnement démocratique et indépendant**

L'instance doit disposer :

- d'un statut officiel, public : une création par décret paraît la forme la plus adaptée, celle-ci pouvant être placée sous l'autorité du Premier ministre ;
- d'un président à la neutralité incontestable : pendant sa mission, il n'aura ainsi pas d'intérêts directs ou de fonction dans le secteur de l'économie numérique, ni au sein d'une autorité administrative. Une personnalité pourrait être en ce sens recherchée dans le corps magistral ou constitutionnel ;
- de membres représentatifs : seront nommés des représentants des organisations représentatives (syndicats et associations professionnels) des secteurs concernés, tant privés que publics ; à chacun d'eux de désigner la personne qui siègera en son nom ; la nature et le nombre des membres seront fixés dans le décret de création de l'instance afin de garantir l'équilibre des forces ; les membres devront être nommés par arrêté du Premier ministre publié au J.O. ;
- une égalité garantie : chaque représentant pourra être entendu avant tout vote en assemblée plénière, sans qu'il soit accordé de place prépondérante à l'un par rapport aux autres ;
- sur des sujets précis, il sera possible de constituer des groupes de travail avec les acteurs plus particulièrement concernés, et pouvant faire appel à des experts ; ces groupes de travail feront remonter leurs conclusions en réunion plénière ;
- les services en ligne faisant l'objet d'un contrat avec un opérateur « distributeur » (SVA, services kiosques, portails des FAI, y compris mobiles, etc.) pourront faire valider l'évolution des règles déontologiques spécifiques au sein d'un comité restreint ad hoc rattaché à l'instance.

Ce comité donnera, sur demande des opérateurs ou des éditeurs de services en ligne, des avis sur des projets de contrat ou de modifications de contrats relatifs à de nouveaux services de nature à avoir des incidences d'ordre déontologique.

Ce comité aura une mission de contrôle des engagements pris par les professionnels à travers les contrats et chartes déontologiques. Une mission de sanction pré-juridictionnelle lui sera alors accordée.

Ce comité sera présidé par un magistrat de l'ordre judiciaire. Il sera composé de manière paritaire de représentants du conseil issus des opérateurs télécom, des éditeurs de service et de contenu, des hébergeurs, des marchands, des associations de consommateurs et des familles, des représentants des ministères compétents.

➤ **Une Instance à l'abri des pressions et lobbies :**

Le mode de financement de l'Instance doit proscrire toute participation financière des acteurs privés représentés. L'instance financera son fonctionnement grâce :

- d'une part, à des fonds publics aujourd'hui réservés à des instances spécialisées en sommeil ou absorbées par cette instance.
- d'autre part, à l'expertise des associations et syndicats représentatifs.

Une coordination par les ministères concernés paraît être la solution optimale.

➤ **Une instance de dialogue avec des instances compétentes** sur les domaines concernés : ARCEP, CSA, CNIL, Conseil national de la concurrence, ARJEL, etc. et des acteurs publics tel que des services de l'Etat : CGTI, Délégation aux usages de l'Internet (DUI).

Un rôle de coordination :

- des instances existantes vers la nouvelle Instance : remontée d'information, suivi des comportements, alerte sur des phénomènes nouveaux, présentation des projets d'évolution
- de la nouvelle instance vers les instances existantes : validation ou amendement des propositions, consultation, mise en relation, montage d'études en commun, communication de règles générales à respecter (après consultation), rappel à l'ordre.

➤ **Une structure permanente pragmatique, réactive et attentive aux besoins exprimés.** Le résultat de la fusion des instances existantes sera, sans doute, source pour le recrutement des effectifs.

➤ **Une Instance ouverte vers l'Europe et l'international :**

- En mode veille avec l'Union européenne
- Par la participation à des "chantiers" avec d'autres pays de l'Union
- En tentant de créer un front commun qui prenne voix à l'international.

L'instance sera garante d'un Internet libre, ouvert et respectueux de la neutralité technologique.

LES ASSOCIATIONS SIGNATAIRES

L'ACSEL - Association de l'économie numérique

Lieu d'échange et de propositions, l'ACSEL regroupe des entreprises et organismes qui ont pour ambition de réfléchir à l'impact des technologies émergentes dans le développement de l'économie et les évolutions des usages et des comportements.

*L'ACSEL est présidée **Pierre KOSCIUSKO-MORIZET**, PDG de PriceMinister*

Contact : Gérard Ladoux, Secrétaire général

Le GESTE

Le Groupement des Editeurs de Services en Ligne regroupe des éditeurs de contenus et de services en ligne issus des médias (presse, radios, télévision), ainsi que des éditeurs indépendants (pure-players Internet et éditeurs mobile). Le Geste a pour objet de créer les conditions économiques, législatives et concurrentielles indispensables au développement des services et éditions électroniques.

*Le Geste est présidé par **Philippe JANNET**, PDG du Monde Interactif*

Contact : Laure de Lataillade, Directeur